

CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Demande croissante pour une alimentation saine et durable

26 February 2026

3 SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS	
SDG2	ZERO HUNGER
SDG3	HEALTH & WELL-BEING
SDG12	RESPONSIBLE CONSUMPTION

6 GLOBAL BIODIVERSITY FRAMEWORKS	
GBF4	SPECIES PROTECTION
GBF10	AGRICULTURAL BIODIVERSITY
GBF16	SUSTAINABLE CONSUMPTION
GBF18	INCENTIVE REFORM
GBF20	CAPACITY BUILDING
GBF21	KNOWLEDGE ACCESS

4 GLOBAL ADAPTATION TARGETS	
GGA9D	ECOSYSTEMS
GGA9B	FOOD & AGRICULTURE
GGA9C	HEALTH
GGA9A	WATER & SANITATION

Le monde a connu une transition mondiale, passant d'une alimentation diversifiée à base de végétaux à une alimentation riche en sucres et en graisses, ainsi qu'en aliments hautement transformés et d'origine animale. Cette transition s'accompagne de conséquences désastreuses pour la santé et l'environnement, notamment la conversion et la dégradation des écosystèmes naturels, l'exploitation des ressources naturelles et les émissions de carbone qui accélèrent le changement climatique.

À mesure que la consommation mondiale de produits alimentaires hautement transformés et riches en glucides raffinés, en graisses saturées et en sodium augmente, les taux d'obésité et de maladies non transmissibles liées à l'alimentation – notamment le diabète de type 2, les maladies cardiovasculaires, l'hypertension et certains cancers – augmentent également. De plus, l'élevage industriel, la destruction des habitats et l'exploitation et le commerce des espèces sauvages contribuent tous à l'émergence de maladies infectieuses.

Non seulement les aliments hautement transformés et les niveaux excessifs d'aliments d'origine animale sont généralement moins sains que les aliments frais, mais ces aliments sont également plus gourmands en ressources, c'est-à-dire en énergie, en eau, en emballages et en plastique nécessaires à leur production. L'élevage non durable est l'un des principaux utilisateurs de terres et d'eau, une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et un facteur de perte de biodiversité à l'échelle mondiale.

Les régimes alimentaires sains31788-4/abstract), en revanche, offrent des avantages considérables pour la santé et l'environnement. Des études montrent que la consommation d'une grande variété de cultures

améliore l'apport en nutriments et la qualité de l'alimentation, et qu'il existe un lien étroit entre la richesse des espèces et l'adéquation des micro et macro-nutriments essentiels. Par exemple, les plantes comestibles sauvages et non conventionnelles, bien qu'elles contribuent peu à l'apport énergétique, offrent des avantages considérables en termes de micro-nutriments. Les régimes alimentaires sains s'alignent sur les pratiques alimentaires durables en mettant l'accent sur la diversité des aliments d'origine végétale, en limitant les produits hautement transformés et en encourageant une consommation responsable des produits d'origine animale, c'est-à-dire issus de systèmes durables qui favorisent la biodiversité, apportent des nutriments essentiels et intègrent l'élevage dans le contexte écologique local de manière à améliorer la santé des écosystèmes. Le passage à une alimentation plus saine, plus diversifiée et plus durable devrait donc avoir un impact positif sur la santé publique, en soutenant directement la diversification des cultures et l'agrobiodiversité, tout en apportant des avantages en matière d'atténuation du changement climatique.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) définissent les régimes alimentaires sains et durables comme des habitudes alimentaires qui favorisent tous les aspects de la santé et du bien-être des individus, ont un faible impact sur l'environnement, sont accessibles, abordables, sûrs et équitables, et sont culturellement acceptables.

Ces régimes alimentaires visent à permettre une croissance et un développement optimaux des individus et à favoriser leur bien-être physique, mental et social tout au long de leur vie, pour les générations actuelles et futures ; à contribuer à la prévention de toutes les formes de malnutrition (c'est-à-dire la sous-alimentation, les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité) ; à réduire le risque de maladies liées à l'alimentation ; et à soutenir la préservation de la biodiversité et de la santé de la planète. Les régimes alimentaires sains et durables doivent combiner toutes les dimensions de la durabilité afin d'éviter des conséquences indésirables.

> **Videos**
>
> Increasing production and consumption of a native superfood in Paraguay Paraguay
>
> Increasing the consumption of healthy, indigenous, under-used foods in Mexico Mexico

Mesures concrètes à mettre en œuvre

Pour promouvoir efficacement une alimentation saine et durable, un ensemble complet de mesures de mise en œuvre est nécessaire. L'application combinée de stratégies, telles que l'association de systèmes de tarification des denrées alimentaires à des campagnes d'information ciblées, peut renforcer leur impact global. Il est important de noter que toutes les interventions doivent être soigneusement adaptées au contexte local afin d'en maximiser l'efficacité. Les mesures comprennent :

- Promouvoir les aliments et les régimes alimentaires traditionnels, y compris les espèces non menacées qui sont négligées ou sous-utilisées:
    - Mener des campagnes de sensibilisation du public afin de sensibiliser les consommateurs aux aliments, plats et régimes alimentaires traditionnels, ainsi qu'à une bonne nutrition associée aux cultures alimentaires traditionnelles. Ces campagnes devraient être élaborées dans le cadre d'un processus inclusif, participatif et sensible à la culture, en collaboration avec les détenteurs des traditions culturelles. Les aliments et régimes alimentaires traditionnels sont locaux et souvent plus diversifiés sur le plan biologique et plus riches en nutriments. Cela peut orienter la demande vers des aliments plus frais et plus diversifiés provenant des systèmes alimentaires locaux et régionaux.
- Promouvoir des régimes alimentaires riches en biodiversité pour améliorer la santé et la durabilité :
    - Les environnements scolaires, grâce à des programmes éducatifs et alimentaires, constituent un point d'entrée essentiel. Par exemple, les marchés publics qui s'approvisionnent en produits locaux auprès de petits agriculteurs, connus sous le nom d'alimentation scolaire à base de produits locaux (HGSF), peuvent résoudre plusieurs

problèmes à la fois. Une évaluation réalisée en 2022 sur les programmes HGSF dans 12 pays d'Amérique latine et des Caraïbes a mis en évidence des habitudes alimentaires plus saines, une meilleure diversité alimentaire et une augmentation du taux de scolarisation, ce qui augmente le potentiel productif des élèves plus tard dans leur vie. Les approches HGSF peuvent également encourager la culture de la biodiversité grâce à des chaînes d'approvisionnement raccourcies. Dans le comté de Busia, au Kenya, l'approche HGSF a été testée afin de diversifier l'alimentation grâce à des légumes indigènes locaux. Les premières données indiquent que cette approche a eu une influence positive sur la diversité alimentaire dans les repas scolaires, a encouragé la culture d'espèces négligées et sous-utilisées, et a amélioré les résultats économiques et sociaux des producteurs.

    - Organiser des ateliers pour sensibiliser le public aux liens essentiels entre la biodiversité, l'alimentation, la nutrition et la santé.
    - Mettre en avant les activités en cours et les exemples réussis qui intègrent la biodiversité dans les systèmes alimentaires et nutritionnels.
    - Faciliter l'échange de connaissances entre les décideurs politiques, les agriculteurs, les chercheurs et les acteurs communautaires.

- Concevoir des incitations financières et des taxes spécifiques :
    - Les incitations financières accordées aux producteurs, telles que les subventions aux agriculteurs, peuvent améliorer l'accessibilité financière des aliments nutritifs. Ce soutien peut accroître l'accessibilité financière à différents niveaux, notamment la production, la vente au détail et la restauration. Au niveau de la consommation, des mesures telles que les bons d'achat pour les aliments frais rendent les aliments sains facilement et directement accessibles aux consommateurs.
    - Les mesures financières dissuasives, telles que les taxes qui réduisent l'accessibilité financière des aliments et des boissons riches en graisses, en sucres et en sel, se sont révélées efficaces et sont nécessaires pour compléter les politiques ciblant les consommateurs.
    - Les mesures fiscales (par exemple, la fiscalité progressive) devraient donner la priorité aux services publics de base, en utilisant les ressources disponibles pour soutenir de manière équitable les populations les plus touchées par la malnutrition et l'insécurité alimentaire, tout en s'attaquant aux causes profondes des inégalités.

- Mettre en œuvre des changements dans les pratiques de vente au détail et de restauration:
    - Promouvoir la divulgation des informations relatives à la responsabilité sociale des entreprises (RSE).
    - Les stratégies marketing courantes, telles que les « quatre P » du marketing (produit, placement, prix et promotion), peuvent être appliquées dans la restauration et la vente au détail afin d'augmenter les ventes d'aliments nutritifs, variés et durables dans les magasins, par exemple en :
        - Placer les aliments nutritifs à des emplacements stratégiques (par exemple, près des caisses ou au bout des rayons) et/ou à hauteur des yeux.
        - Promouvoir les aliments nutritifs grâce à des stratégies de marketing en magasin et à des programmes d'éducation nutritionnelle en magasin (par exemple, des programmes de coupons ou de fidélité ou des démonstrations culinaires).
        - Utiliser une tarification différenciée pour les aliments sains au niveau de la vente au détail, ce qui peut inciter à une consommation accrue d'aliments sains.
    - Les subventions gouvernementales ou communautaires peuvent inciter les détaillants à proposer des aliments plus variés et plus nutritifs, en particulier dans les zones mal desservies où l'accès peut être limité, comme les quartiers où l'accès à des aliments nutritifs est restreint et où les taux d'obésité sont élevés.

- Les subventions gouvernementales peuvent inciter les détaillants à proposer des aliments produits dans le respect des principes du bien-être animal.
- Utiliser les règlements de zonage pour limiter la proximité des commerces de détail qui vendent des aliments pauvres en nutriments et riches en calories (c'est-à-dire les restaurants fast-food et autres établissements) à proximité des écoles, des parcs ou des centres pour jeunes.
- Remplacer les aliments et les boissons pauvres en nutriments et riches en calories par des alternatives saines dans les établissements publics tels que les écoles, les maisons de retraite et les hôpitaux.
- Créer des incitations et des règles visant à réduire la teneur en gras trans et en sel dans les établissements de restauration.
- Commercialiser et améliorer l'accès aux aliments cultivés localement. Les épiceries et les supermarchés peuvent répondre à cette demande en vendant et en commercialisant des produits provenant de producteurs locaux, de grossistes et de centres alimentaires de leur région. Voir Agriculture dans les zones urbaines et périurbaines.
- Commercialiser et améliorer l'accès aux aliments produits selon des directives durables en matière de bien-être animal (par exemple, exigences minimales en matière d'espace pour le bétail).
- Partenariats avec des initiatives existantes en matière d'alimentation saine (par exemple, instituts universitaires, agences de marketing, organisations à but non lucratif et services de santé publique) afin d'élaborer des stratégies visant à sensibiliser les consommateurs en promouvant des habitudes durables et saines au niveau des détaillants (par exemple, signalisation en magasin, démonstrations culinaires ou collaborations avec des nutritionnistes locaux).
- De plus, soutenez les initiatives qui apportent des produits frais directement aux communautés, telles que les jardins communautaires, les marchés fermiers ou l'agriculture soutenue par la communauté, qui mettent directement en relation les producteurs et les consommateurs.

- Améliorer l'éducation alimentaire et nutritionnelle grâce à :
  - Investir dans et mettre en œuvre des politiques qui élargissent la portée, l'étendue et la durabilité de l'éducation alimentaire et nutritionnelle de qualité, ainsi que l'éducation sur le bien-être animal durable dans la production alimentaire.
  - Développer les capacités des nutritionnistes et des professionnels de la santé à planifier, mener, suivre et évaluer des programmes d'éducation alimentaire et nutritionnelle de haute qualité et axés sur le comportement.
  - Mettre en œuvre des campagnes d'information sur les régimes alimentaires nutritifs (par exemple, la campagne « cinq par jour » visant à augmenter la consommation quotidienne de fruits et légumes) et le bien-être animal durable.
  - L'intégration de l'éducation nutritionnelle et des pratiques de production équitables et durables dans les programmes universitaires afin de renforcer les ressources humaines nationales, dans les programmes nationaux de développement, notamment en mettant l'accent sur l'agriculture, le stockage des aliments, la transformation, l'enrichissement, la supplémentation en micronutriments et la protection sociale.
  - Introduire l'apprentissage sur la production et la consommation d'aliments nutritifs, sains et durables dans les programmes de repas scolaires (améliorer les connaissances en matière de nutrition)

- Utiliser le système de santé publique, les pratiques et les politiques pour promouvoir une alimentation saine dans le cadre d'une approche préventive des soins de santé.
- Fournir une protection sociale équitable et sensible à la nutrition. Les mesures devraient être conçues de manière à inclure une analyse des obstacles spécifiques à l'accès et à promouvoir la

participation des groupes locaux, des organisations communautaires et d'autres parties prenantes concernées à la conception, à la mise en œuvre et au suivi de la politique ou du programme. Les mesures spécifiques pourraient inclure :

    - Transferts en nature : distribuer des aliments nutritifs et frais dans le cadre des programmes d'aide sociale.
    - Transferts quasi en nature : bons permettant d'accéder à des biens (par exemple, certains aliments nutritifs).
    - Transferts monétaires conditionnels et inconditionnels.
    - Transferts d'actifs productifs (par exemple, vaches laitières, petits ruminants, volaille ou semences riches en nutriments) adaptés aux recommandations alimentaires, à la situation nutritionnelle et au contexte.
    - Repas scolaires sains et durables gratuits.

- Adopter des recommandations alimentaires fondées sur les systèmes alimentaires – qui incluent des recommandations basées sur la nutrition, la santé, la durabilité environnementale et le bien-être animal dans les systèmes alimentaires –susceptibles d'orienter les consommateurs vers des habitudes alimentaires plus favorables à la santé humaine et à l'environnement. Par exemple, la mise en œuvre de recommandations alimentaires fondées sur les systèmes alimentaires dans les marchés publics alimentaires, en ciblant particulièrement les programmes d'alimentation scolaire publics, peut créer une demande structurée pour des aliments sains, tout en augmentant les possibilités de diversification agricole visant à accroître l'offre et la consommation d'aliments locaux de saison. Voir Présentation des recommandations alimentaires fondées sur les systèmes alimentaires.
- Élaborer des stratégies et des supports de communication adaptés pour promouvoir une alimentation saine et durable, sous l'égide ou avec le soutien d'autorités reconnues telles que les collectivités locales, les établissements d'enseignement, les centres de santé et les organisations communautaires, afin de toucher efficacement le grand public, les décideurs, les secteurs clés et les communautés locales.
- Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration peut montrer l'exemple en communiquant les informations nutritionnelles et l'empreinte carbone des repas et en cherchant des moyens de réduire ces deux éléments, conformément aux recommandations en matière d'alimentation saine. Les repas servis au restaurant contiennent souvent plus de calories que la quantité recommandée par les professionnels de santé.
- Mettre en place des politiques visant à réglementer l'étiquetage et les allégations des produits alimentaires, notamment les tableaux nutritionnels ou les étiquettes apposées sur le devant des emballages qui indiquent la teneur nutritionnelle, les effets sur la santé, la durabilité et/ou les conditions de bien-être animal des produits alimentaires, qui peuvent influencer le comportement des consommateurs et leur apport nutritionnel. Voir Réglementer la publicité pour les aliments malsains et non durables.
- La réglementation du marketing alimentaire, notamment en limitant la commercialisation des aliments riches en sel, en sucre et en graisses saturées, ainsi que des aliments hautement transformés, en particulier les publicités destinées aux enfants, peut réduire la demande pour ces aliments. En outre, les restrictions en matière de marketing peuvent tenir compte de l'empreinte environnementale et du bien-être animal des produits alimentaires. Voir Réglementer la publicité pour les aliments malsains et non durables.
- Mettre en œuvre des programmes d'approvisionnement alimentaire. Des programmes d'approvisionnement alimentaire équitables et sensibles à la nutrition peuvent fournir de manière fiable des aliments nutritifs et durables aux populations par l'intermédiaire des écoles, des hôpitaux, des maisons de retraite et d'autres lieux, augmentant ainsi la demande globale pour ces produits. En outre, les programmes de repas scolaires peuvent améliorer l'alimentation des enfants, modifier leurs préférences alimentaires et renforcer leurs connaissances en matière de nutrition, contribuant ainsi à promouvoir la consommation d'aliments nutritifs. Voir Intégrer des régimes alimentaires sains et durables dans les marchés publics.

Mesures favorisant la gouvernance

Outre ces mesures concrètes, plusieurs rapports de la FAO (2017, 2023) soulignent l'importance des mesures de gouvernance suivantes pour accroître la consommation d'aliments diversifiés, nutritifs et complets :

- Élaborer des plans, des politiques et des stratégies multisectoriels visant à améliorer la nutrition au sein des structures gouvernementales nationales, régionales et locales. Veiller à ce que les plans, politiques et stratégies axés sur la nutrition soient harmonisés en termes d'indicateurs et d'objectifs, et à ce que les responsabilités soient clairement définies.
- Utiliser les voies des systèmes alimentaires des Nations Unies pour identifier les lacunes dans ces derniers et définir d'autres investissements sensibles à la nutrition de la part du gouvernement ou des partenaires.
- Promouvoir la diversification de la production et l'augmentation de la production de cultures riches en nutriments et d'élevage à petite échelle (par exemple, produits horticoles, légumineuses, élevage et pêche à petite échelle, cultures négligées et sous-utilisées et cultures biofortifiées).
- Élargir les marchés et l'accès au marché pour les groupes vulnérables. Accroître les investissements responsables dans les infrastructures, les technologies, la logistique, les services et les chaînes d'approvisionnement, en mettant particulièrement l'accent sur les zones où la pauvreté multidimensionnelle est élevée, en utilisant des approches territoriales et en renforçant la connectivité des marchés et le commerce aux niveaux local, régional, national et international.
- Augmenter la disponibilité des points de vente d'aliments nutritifs grâce à l'aménagement du territoire et aux règlements de zonage, aux crédits d'impôt ou aux exonérations fiscales, et aux accords de licence.
- Fournir un soutien pour subvenir aux besoins quotidiens.
- Renforcer les capacités des agents de santé et de l'agriculture en matière de nutrition afin de relier les deux programmes de soutien aux niveaux décentralisés.
- Surveiller la consommation alimentaire et l'accès à des aliments variés, nutritifs et sûrs.
- Renforcer les systèmes de santé inclusifs.
- Protéger et autonomiser les groupes historiquement marginalisés, tels que les femmes et les filles, les jeunes, les peuples autochtones et les personnes démunies.
    - Les recherches suggèrent que les ménages dirigés par des femmes ou dans lesquels les femmes jouent un rôle important consacrent davantage de ressources alimentaires et présentent une plus grande diversité alimentaire.
- Impliquer les acteurs locaux dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques
    - Les conseils dits « de politique alimentaire », qui servent d'organes consultatifs aux gouvernements locaux ou infranationaux, peuvent constituer un mécanisme utile.
- Harmoniser les politiques, les subventions, les programmes de recherche et de vulgarisation pour la production et la consommation d'aliments sains et durables.

Outils et guides pour la mise en œuvre

Les principaux outils et guides permettant de soutenir la mise en œuvre réussie d'une alimentation saine et durable peuvent inclure :

Outils

Boîte à outils de la FAO sur l'agriculture et les systèmes alimentaires sensibles à la nutrition

La boîte à outils fournit des conseils complets pour la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes alimentaires et agricoles sensibles à la nutrition. Elle comprend des recommandations clés, des listes de contrôle pour la conception, des indicateurs de suivi, des options d'intervention pratiques et des lignes directrices pour une planification intersectorielle intégrée.

Lien :
https://www.fao.org/sustainable-development-goals-helpdesk/champion/article-detail/toolkit-on-nutrition-sensitive-agriculture-and-food-systems/en

Boîte à outils BASIC de l'OCDE

Cette boîte à outils fournit aux praticiens et aux décideurs politiques un processus étape par étape pour analyser les problèmes politiques, élaborer des stratégies de réponse et développer des interventions fondées sur les sciences comportementales et sociales. L'utilisation des connaissances issues des sciences comportementales peut être un outil très efficace pour influencer le comportement des consommateurs et encourager une demande accrue pour une alimentation saine.

Lien :
https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2019/06/tools-and-ethics-for-applied-behavioural-insights-the-basic-toolkit_bbbaaa7a/9ea76a8f-en.pdf

QUI Le modèle d'évaluation de l'impact alimentaire (DIA)

Un outil de modélisation interactif permettant d'analyser les implications des régimes alimentaires et des changements alimentaires sur la santé, l'environnement et l'accessibilité financière. Cet outil permet aux pays d'analyser des scénarios de changement alimentaire spécifiques à chaque utilisateur et d'estimer l'impact de chaque scénario sur la santé, l'environnement et les coûts en termes de dépenses alimentaires, de décès évitables, de changements dans l'utilisation des ressources et de compatibilité avec les objectifs environnementaux mondiaux, notamment ceux liés aux émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation, à l'utilisation des terres, à l'utilisation de l'eau et à l'application d'engrais.

Lien : https://www.who.int/europe/publications/i/item/WHO-EURO-2023-8349-48121-71370

Guides

Modules d'apprentissage en ligne de la FAO sur l'agriculture et les systèmes alimentaires sensibles à la nutrition

Cette ressource aide les professionnels de tous les domaines liés à l'alimentation et à l'agriculture à concevoir et mettre en œuvre des programmes, des investissements et des politiques sensibles à la nutrition. Elle comprend des modules sur : les concepts de base de la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ; l'amélioration de la nutrition grâce à l'agriculture et aux systèmes alimentaires ; l'analyse de la situation nutritionnelle ; la conception et le suivi de programmes agricoles et alimentaires sensibles à la nutrition ; et la malnutrition.

Lien : https://elearning.fao.org/course/view.php?id=663

Cadre stratégique de GLOPAN sur l'agriculture et les systèmes alimentaires fondé sur les connaissances comportementales

Le Panel mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition (GLOPAN) propose un cadre d'actions politiques fondé sur quatre piliers comportementaux : disponibilité, accessibilité, abordabilité et désirabilité.

Lien :
https://www.glopan.org/wp-content/uploads/2020/09/Foresight-2.0_Future-Food-Systems_For-people-our-planet-and-prosperity.pdf#page=69

Guide de communication « One Planet » pour relier la consommation à la biodiversité

Le Guide de communication fournit des conseils aux décideurs politiques, aux entreprises et aux organisations non gouvernementales pour l'élaboration de stratégies de communication visant à sensibiliser à la protection de la biodiversité et des services écosystémiques résultant d'une consommation durable.

Lien :
https://www.oneplanetnetwork.org/knowledge-centre/resources/communication-guide-linking-consumption-biodiversity

Note d'orientation One Planet : Intégrer la biodiversité dans les activités de production et de consommation durables - La voie à suivre pour les décideurs politiques

La note d'orientation fournit des recommandations et des pistes d'action concrètes que les décideurs politiques peuvent suivre pour promouvoir une production et une consommation respectueuses de la biodiversité. Elle fournit également des exemples d'instruments et d'outils politiques spécifiques pour la mise en œuvre pratique de ces recommandations aux niveaux national et régional.

Lien :
https://www.oneplanetnetwork.org/knowledge-centre/resources/policy-brief-integrating-biodiversity-sustainable-production-and

Manuel du PNUE à l'intention des décideurs politiques sur la consommation et la production durables

Ce manuel est conçu pour aider les décideurs politiques à élaborer et à mettre en œuvre des politiques qui favorisent la transition vers une consommation et une production durables. Il comprend de nombreuses études de cas mettant en évidence les opportunités et les initiatives existantes couronnées de succès en matière de consommation et de production durables à travers le monde.

Lien : https://www.unep.org/resources/report/sustainable-consumption-and-production-handbook-policymakers

Cours en ligne du PNUD et du Forum NBSAP sur la consommation et la production

durables

Ce cours en ligne à suivre à son propre rythme présente le concept de consommation et de production durables (CPD). Il décrit également comment intégrer les concepts de CPD dans les processus de planification et de gestion de la conservation et du développement, tels que ceux associés aux SPANB et aux objectifs de développement durable des Nations unies.

Lien : https://www.learningfornature.org/en/courses/sustainable-consumption-and-production/

Synergies

La transformation du système alimentaire grâce à une demande accrue pour une alimentation saine et durable est un pilier scientifiquement validé tant pour l'atténuation du changement climatique que pour la santé publique, compte tenu de son impact considérable sur la réduction des émissions, la durabilité environnementale, la biodiversité et les résultats nutritionnels. Une alimentation saine et durable contribue à l'atténuation du changement climatique, s'aligne sur les objectifs du Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale, soutient les objectifs du Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité (KM-GBF) et fait progresser les objectifs de développement durable (ODD).

Avantages liés à l'atténuation des changements climatiques

Une alimentation durable et saine peut jouer un rôle clé dans la réduction des effets du changement climatique grâce à :

- À l'échelle mondiale, le passage au régime alimentaire « Planetary Health Diet » tel que défini par la Commission EAT-Lancet peut réduire de plus de moitié les émissions liées à l'alimentation. Les mesures visant à stimuler la demande d'aliments diversifiés, nutritifs et complets peuvent réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à la production et à la consommation alimentaires, mais leurs effets et leur ampleur dépendent du niveau de consommation d'aliments nutritifs à faible empreinte carbone (par exemple, les aliments d'origine végétale, non transformés ou peu transformés).
- La demande en aliments diversifiés peut favoriser la diversification de la production alimentaire, ce qui peut à son tour accroître la biodiversité agricole et la capacité de séquestration du carbone au niveau des champs.

Avantages de l'adaptation au changement climatique

Parmi les sept domaines clés d'adaptation proposés dans le Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale, la demande croissante d'aliments sains et durables peut contribuer directement à :

- **Objectif 9a (Eau et assainissement) :** Le passage à des régimes alimentaires durables qui privilégient les aliments à faible empreinte hydrique peut réduire considérablement la pression sur les ressources en eau douce, promouvoir une utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture et favoriser le maintien d'un approvisionnement en eau potable. Des recherches évaluées par des pairs démontrent que le remplacement des aliments d'origine animale par des aliments d'origine végétale ou par des régimes alimentaires équilibrés peut réduire à la fois l'empreinte hydrique bleue (irrigation) et verte (pluviale), jusqu'à 42 % pour l'eau verte et jusqu'à 29 % pour l'eau bleue par rapport aux régimes alimentaires occidentaux typiques. D'autres revues systématiques confirment que des régimes alimentaires plus sains ont tendance à réduire la consommation totale d'eau dans l'agriculture, ce qui contribue à la réalisation d'objectifs plus larges en matière de durabilité de l'eau douce. La FAO souligne en outre que le choix d'aliments dont le coût en eau est moindre est essentiel pour une gestion responsable des ressources en eau grâce à des transitions

alimentaires.

- **Objectif 9b (Alimentation et agriculture) :** L'orientation de la demande des consommateurs vers des régimes alimentaires sains et durables encourage la production et la consommation d'aliments diversifiés qui nécessitent moins de ressources et sont plus résistants au climat, tels que les aliments d'origine végétale et les produits locaux. Des recherches récentes indiquent que l'adoption de produits locaux et la diversification des cultures peuvent renforcer la résilience du système alimentaire face aux chocs climatiques, favorisant ainsi la transformation durable de l'agriculture.
- **Objectif 9c (Santé) :** L'Organisation mondiale de la santé (OMS) note que les régimes alimentaires malsains constituent un facteur de risque majeur pour les MNT, responsables de 71 % des décès prématurés dans le monde, et que les régimes alimentaires à base de plantes, riches en fruits et légumes, sont associés à un risque moindre de maladies non transmissibles telles que les maladies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux et le diabète, en grande partie grâce à leur impact sur le poids corporel et la gestion du cholestérol. De plus, une meilleure nutrition renforce le système immunitaire et la santé générale, rendant les populations plus résistantes aux effets du changement climatique sur la santé, tels que le stress thermique et les maladies à transmission vectorielle.
- **Objectif 9d (Écosystèmes) :** Une alimentation saine et durable repose généralement moins sur des aliments qui favorisent la déforestation, la surpêche et la destruction des habitats. En choisissant des aliments ayant une empreinte environnementale plus faible, tels que les fruits, les légumes, les légumineuses et les céréales complètes, les consommateurs contribuent à protéger les écosystèmes, à préserver la biodiversité et à favoriser la restauration des terres et des eaux dégradées. Par exemple, l'Agence allemande pour l'environnement a déclaré que le passage à une alimentation plus végétale en Allemagne pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation jusqu'à 53 %, tout en réduisant considérablement l'utilisation des terres agricoles et de l'eau douce, ce qui est essentiel pour protéger les écosystèmes et éviter la dégradation des sols dans le pays.

Avantages liés à la biodiversité

Les mesures prises dans le cadre de cette option stratégique peuvent contribuer à la réalisation de plusieurs objectifs du KM-GBF, notamment :

- **Objectif 4 (mettre fin à l'extinction des espèces, protéger la diversité génétique et gérer les conflits entre les humains et la faune sauvage) :** promouvoir la consommation d'espèces traditionnelles, négligées et/ou sous-utilisées peut contribuer à la biodiversité alimentaire, ce qui aide à préserver la diversité génétique des espèces indigènes, sauvages et domestiquées dans les systèmes de production alimentaire.
- **Objectif 10 (Renforcer la biodiversité et la durabilité dans l'agriculture, l'aquaculture, la pêche et la sylviculture) :** Les mesures incitatives visant à stimuler la demande d'aliments sains et durables peuvent considérablement renforcer la biodiversité et la durabilité dans l'agriculture, l'aquaculture et la pêche, par exemple en réduisant au minimum l'utilisation de pesticides dans la production alimentaire et en encourageant les approches favorables à la biodiversité, telles que l'agroécologie, qui exploitent les processus écologiques plutôt que les intrants chimiques pour accroître la productivité.
- **Objectif 16 : (Permettre des choix de consommation durables afin de réduire les déchets et la surconsommation)** : La demande croissante pour une alimentation saine et durable nécessite des mesures visant à permettre aux consommateurs de faire des choix durables. À cet égard, la mesure politique est pleinement conforme à cet objectif du KM-GBF, car l'alimentation est un élément important du comportement des consommateurs en matière d'impact sur la biodiversité.
- **Objectif 18 (Réduire les incitations néfastes d'au moins 500 milliards de dollars par an et renforcer les incitations positives en faveur de la biodiversité) :** La mise en œuvre de cette politique implique l'adoption d'incitations financières pour la production et la consommation

d'aliments sains et durables. Cela implique une augmentation significative des incitations financières en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité, et potentiellement, la réorientation simultanée des subventions et incitations financières néfastes qui causent directement ou indirectement la perte de biodiversité. En outre, l'intégration d'une alimentation saine et durable dans les incitations financières publiques peut également favoriser l'équité et la justice sur les marchés locaux, lorsque les garanties nécessaires sont en place (voir l'ODD 2 ci-dessous).

- **Objectif 20 (Renforcer le renforcement des capacités, le transfert de technologies et la coopération scientifique et technique en faveur de la biodiversité) :** Le partage des connaissances sur le « savoir-faire » et le « savoir-faire » en matière de production, de distribution et de commercialisation d'aliments sains et durables serait une étape nécessaire pour accroître la demande pour ces produits. Ainsi, stimuler la demande pour une alimentation saine et durable pourrait favoriser le développement et l'accès à l'innovation et à la coopération technique et scientifique en matière de pratiques de production alimentaire durable, de processus de distribution et de modèles commerciaux.
- **Objectif 21 (Veiller à ce que les connaissances soient disponibles et accessibles pour orienter les actions en faveur de la biodiversité**) : Les mesures éducatives visant à encourager une consommation alimentaire durable contribuent à rendre les connaissances disponibles et accessibles aux consommateurs afin de les guider vers des choix alimentaires respectueux de la biodiversité.

Autres avantages en matière de développement durable

De plus, l'augmentation de la consommation d'aliments sains et durables peut également contribuer à la réalisation des ODD suivants :

- **ODD 2 (Faim « zéro ») :** Une alimentation saine et durable contribue à réduire la pauvreté en favorisant la sécurité alimentaire, en réduisant les coûts de santé liés aux maladies alimentaires et en soutenant des systèmes alimentaires plus équitables et plus résilients qui améliorent l'accessibilité financière et l'accès à long terme. La FAO note que ce type d'alimentation favorise la réalisation de l'ODD 1 en rendant les systèmes alimentaires plus abordables, plus accessibles et plus résilients aux chocs. Parmi les avantages, on peut citer l'élimination de toutes les formes de malnutrition, la conservation de la biodiversité agricole, l'amélioration de la diversité alimentaire des ménages et le bon fonctionnement des marchés alimentaires locaux.
- **ODD 3 (Bonne santé et bien-être) :** En 2021, 10 % de tous les décès étaient liés à une alimentation malsaine, comme l'a souligné la FAO. Une consommation accrue d'aliments diversifiés, nutritifs et complets présente des avantages considérables pour la nutrition et la santé à l'échelle mondiale. Elle contribue à éliminer toutes les formes de malnutrition, notamment le retard de croissance, l'émaciation et la sous-alimentation chez les enfants, à réduire la mortalité prématurée, à diminuer les taux de surpoids et d'obésité ainsi que d'autres maladies liées à l'alimentation, et à améliorer la qualité de vie globale.
- **ODD 12 (Consommation et production responsables**) : Une alimentation saine et durable favorise une utilisation efficace des ressources, réduit le gaspillage alimentaire, minimise les impacts environnementaux et encourage une production et une consommation durables. L'adoption d'une alimentation saine et diversifiée favorise une utilisation durable des terres, de l'eau et de l'énergie. Des choix éclairés de la part des consommateurs, des achats durables et une réduction de l'utilisation des ressources et de la pollution favorisent une consommation responsable, tout en protégeant contre les risques professionnels et la contamination environnementale liés à la production alimentaire.

Principaux défis liés à la mise en œuvre, externalités négatives potentielles et compromis

L'adoption efficace d'interventions et d'initiatives visant à promouvoir une alimentation durable et saine dépend de leur conception stratégique et de leur mise en œuvre rigoureuse, deux aspects qui peuvent être entravés par toute une série d'obstacles techniques et non techniques, notamment :

- Faible volonté des consommateurs à mettre en œuvre un changement de comportement.
- Le changement nécessaire à l'échelle mondiale vers une alimentation saine et durable est considérable : plus de 42 % de la population mondiale n'avait pas les moyens de s'alimenter sainement en 2021, et le coût élevé et l'accès limité à une alimentation saine restent un problème d'équité important dans le monde entier.
- Augmentation des pertes et du gaspillage alimentaires de produits frais et non transformés: les produits frais sont plus susceptibles d'être endommagés ou de se détériorer dans la chaîne d'approvisionnement que les produits alimentaires hautement transformés et moins sains.
- De plus, les impacts varient considérablement d'une région à l'autre en raison de contraintes divergentes (c'est-à-dire l'eau et la disponibilité).

Mesures visant à minimiser les défis, les externalités négatives potentielles et les compromis

L'intégration des mesures suivantes dans la conception globale des interventions visant à favoriser la transition vers une alimentation durable et saine peut contribuer à atténuer les compromis et à surmonter les difficultés de mise en œuvre :

- Éviter les approches politiques déconnectées et disparates en mettant en œuvre des mesures harmonisées et cohérentes à tous les niveaux (individuel, organisationnel et environnement favorable) afin de motiver et de renforcer les capacités de changement comportemental.
- Mesures visant à lutter contre les pertes et le gaspillage alimentaires : réduire de moitié les pertes et le gaspillage alimentaires peut réduire la perte prévue de biodiversité jusqu'à 33 % par rapport au scénario du statu quo. Voir Réduire le gaspillage alimentaire dans le secteur de la gastronomie, dans le commerce de détail et au niveau des ménages et Réduire les pertes alimentaires après récolte dans les chaînes d'approvisionnement agricoles.
- Mesures visant à traiter les autres sources potentielles d'émissions tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Voir Améliorer l'utilisation de l'énergie dans le stockage des aliments, les chaînes du froid, le transport et la transformation.
- Mesures visant à préserver ou à augmenter le stockage du carbone et les puits de carbone naturels. Voir « Réduire le changement d'affectation des terres et la conversion des écosystèmes naturels pour la production alimentaire » et « Séquestrer le carbone dans le sol et améliorer la santé des sols dans les systèmes de culture ».
- Investissez dans les connaissances, les compétences, les données et les outils supplémentaires nécessaires pour identifier, hiérarchiser et gérer les compromis et les priorités concurrentes.
- Le changement des régimes alimentaires doit être adapté au contexte et s'accompagner d'autres interventions sur les systèmes alimentaires, notamment la réduction du gaspillage alimentaire et le passage à des approches agroécologiques.
- Voir également Améliorer l'accès équitable à une alimentation saine et durable.

Outils, indicateurs et cadres de suivi

Une surveillance efficace des régimes alimentaires durables et sains nécessite des outils robustes, des indicateurs clairement définis et des cadres d'évaluation complets. La section suivante présente les principaux outils et méthodologies utilisés pour suivre les résultats liés à la biodiversité et au climat, ainsi que les progrès globaux réalisés dans la mise en œuvre de ces pratiques.

Indicateurs permettant de suivre les résultats en matière de biodiversité

Les Parties à la Convention sur la diversité biologique ont convenu d'un ensemble complet d'indicateurs principaux, composants et complémentaires pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du KM-GBF. Certains de ces indicateurs pourraient également servir à suivre la mise en œuvre d'une alimentation saine et durable, notamment :

Cible KM-GBF	Indicateur d's binaire ou titre	Désagrégations facultatives	Indicateur de composante	Indicateur complémentaire
Cible 4			4.CT.1 Nombre de ressources génétiques (a) végétales et (b) animales pour l'alimentation et l'agriculture conservées dans des installations de conservation à moyen ou long terme 4.CT.4 Proportion de races locales classées comme menacées d'extinction	
Cible 10	10.1 Proportion de la superficie agricole consacrée à une agriculture productive et durable	Pour l'indicateur 10.1 : Par exploitations agricoles familiales et non familiales Par cultures et élevage	10.CT.1 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, par sexe et statut autochtone	10.CY.1 Indice d'agrobiodiversité 4.CT.4 Proportion de races locales classées comme menacées d'extinction
Cible 16	16.b Nombre de pays élaborant, adoptant ou mettant en œuvre des instruments politiques visant à encourager et à permettre aux personnes de faire des choix de consommation durables		16.CT.1 Indice de gaspillage alimentaire 16.CT.2 Empreinte matérielle, empreinte matérielle par habitant et empreinte matérielle par PIB 16.CT.3 Empreinte écologique	16.CY.2 Taux national de recyclage, tonnes de matériaux recyclés 16.CY.3 Appropriation humaine de la production primaire nette 16.CY.4 Émissions de CO2 par unité de valeur ajoutée 16.CY.5 Évolution de l'efficacité de l'utilisation de l'eau au fil du temps 16.CY.6 Indicateurs du programme d'évaluation de l'impact du cycle de vie

Cible KM-GBF	Indicateur d's binaire ou titre	Désagrégations facultatives	Indicateur de composante	Indicateur complémentaire
Cible 18	18.1 Mise en place d'incitations positives pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité	Pour l'indicateur 18.1 : par type d'incitation (taxes, redevances et droits, subventions, permis négociables, programmes de paiement pour les services écosystémiques et mécanismes de compensation)		
Cible 20	20.b Nombre de pays ayant pris des mesures significatives pour renforcer les capacités et le développement, l'accès et le transfert de technologies, et pour promouvoir le développement et l'accès à l'innovation et à la coopération technique et scientifique			
Cible 21	NA	NA	NA	NA

Outils permettant de surveiller les résultats en matière de biodiversité

Alliance Biodiversity International & Indice d'agrobiodiversité du CIAT

L'indice d'agrobiodiversité vise à corriger cette situation en collectant des données sur la biodiversité dans des domaines souvent dissociés : nutrition, agriculture et ressources génétiques. Outre la mesure de l'état de l'agrobiodiversité, l'indice identifie les actions, les risques et les opportunités permettant d'accroître son utilisation et sa conservation.

Lien : https://alliancebioversityciat.org/tools-innovations/agrobiodiversity-index

Outil d'évaluation de la biodiversité (BPT) et système de surveillance de la biodiversité (BMS)

Ces outils fournissent des évaluations complètes, basées sur des indicateurs, de la biodiversité agricole, des pratiques de gestion, des éléments du paysage et des aspects socio-économiques. BPT dispose d'un tableau de bord de type feu tricolore pour une évaluation rapide, tandis que BMS agrège les données de plusieurs exploitations agricoles et peut affiner les résultats par zone géographique ou type de production.

Lien : https://food-biodiversity.de/en/criteria-and-tools/

Outil de suivi du plan d'action pour la biodiversité (BAP-Monitor)

Le BAP-Monitor est conçu pour être simple et flexible. Il évalue les résultats obtenus en matière de promotion de la biodiversité à deux niveaux différents : la performance et l'impact. Dans l'ensemble, il fournit des exemples d'objectifs, de mesures et de méthodes de collecte de données, montre les progrès réalisés grâce à un système

de notation simple et génère des statistiques et des graphiques.

Lien : https://ec.europa.eu/newsroom/env/items/687563/en

Tableau de bord de surveillance du CCR

Cet outil récemment développé par le Centre commun de recherche de la Commission européenne suit les transitions des systèmes alimentaires et leurs impacts environnementaux, sociaux et économiques. Il offre une vue d'ensemble complète de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, y compris les impacts sur la santé alimentaire, et convient à une surveillance à grande échelle de la biodiversité au niveau du système.

Lien :
https://joint-research-centre.ec.europa.eu/jrc-news-and-updates/monitoring-dashboard-track-transition-sustainable-eu-food-system-2024-11-29_en

Outil d'évaluation de la durabilité des aliments et des régimes alimentaires (SAFAD) de SLU

L'université suédoise de l'agriculture (SLU) propose une plateforme open source conçue pour évaluer de manière exhaustive les impacts environnementaux et sociaux des aliments et des régimes alimentaires. À l'aide d'indicateurs environnementaux, les utilisateurs peuvent calculer l'impact des aliments et des régimes alimentaires.

Lien : https://safad.se/

Outils permettant de surveiller les effets climatiques

Outil FoodCLIC pour la durabilité alimentaire (FST)

Développé dans le cadre du projet FoodCLIC par le Centre euro-méditerranéen sur le changement climatique, cet outil quantifie les émissions de GES associées à la consommation alimentaire et modélise les changements résultant des interventions menées dans les villes-régions. Il permet une analyse comparative des impacts des politiques sur les émissions de GES, favorisant ainsi des changements évolutifs et positifs pour le climat dans les systèmes alimentaires.

Lien : https://foodclic.eu/news/food-sustainability-tool-decision-making-asset-foodclic

L'indice de régime alimentaire durable (SDI)

Le SDI a été conçu pour évaluer la durabilité alimentaire, en intégrant des indicateurs multidimensionnels individuels de durabilité, sur la base de la définition des régimes alimentaires durables donnée par la FAO. Il intègre des indicateurs liés au climat, tels que les émissions totales de GES liées à l'alimentation et la consommation d'énergie. Plus précisément, il utilise des questionnaires sur la fréquence alimentaire combinés à des valeurs issues de bases de données environnementales afin de relier directement les régimes alimentaires aux indicateurs d'impact climatique.

Lien : https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC9498311/#B82-healthcare-10-01668

L'indice mondial pour la durabilité et la santé (WISH)

Le WISH évalue la salubrité et la durabilité environnementale du régime alimentaire d'une population, sur la base des recommandations EAT-Lancet. Les indicateurs pris en compte sont les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation des sols, l'eutrophisation, l'acidification et la consommation d'eau pondérée en fonction de la rareté. Les tubercules et les légumes féculents sont exclus, ce qui laisse 13 aliments/groupes d'aliments classés comme neutres, protecteurs ou négatifs pour la santé humaine et la santé de la planète.

Lien : https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC9498311/

L'outil SAFAD et le tableau de bord de surveillance du CCR de l'UE, mentionnés ci-dessus, peuvent également être utilisés pour surveiller les résultats climatiques.

Coûts de mise en œuvre

La généralisation d'une alimentation saine et durable variera selon les pays et les régions ; toutefois, voici quelques exemples d'estimations des coûts à l'échelle mondiale :

Le rapport de la FAO (2023) donne une estimation des coûts et de l'accessibilité financière d'une alimentation saine :

- Coût moyen mondial d'une alimentation saine en 2021 : 3,66 PPP (dollars par personne et par jour)
    - Les coûts varient et sont plus élevés en Amérique latine et dans les Caraïbes (4,08 dollars PPA) qu'en Asie (3,90 dollars PPA), en Afrique (3,57 dollars PPA), en Amérique du Nord et en Europe (3,22 dollars PPA) et en Océanie (3,20 dollars PPA).
- En 2021, le coût d'une alimentation saine a augmenté de 4,3 % à l'échelle mondiale par rapport à 2020, et de 6,7 % par rapport aux niveaux d'avant la pandémie en 2019. Les pays à faible et moyen revenu ont été plus touchés que les pays à revenu élevé.

Intervention dans la pratique

Voici quelques exemples clés de mise en œuvre réussie d'interventions en faveur d'une alimentation durable et saine :

- La Hongrie a introduit en 2011 une taxe sur les produits de santé publique, ou « taxe sur la malbouffe », dans le but d'améliorer la santé de la population. Cette taxe s'appliquait aux aliments et boissons emballés à forte teneur en sucre et en sel, tels que les boissons gazeuses et certaines boissons alcoolisées, les bonbons, les snacks salés, les condiments et les confitures de fruits. Les évaluations des effets de cette taxe ont montré que la consommation d'aliments transformés avait diminué, tandis que celle d'aliments non transformés avait augmenté. Les consommateurs ont acheté des produits moins chers et souvent plus sains ou ont tout simplement consommé moins de produits malsains. Les effets ont été particulièrement marqués chez les ménages à faibles revenus et les consommateurs fréquents de malbouffe. En outre, de nombreux fabricants de malbouffe ont modifié leurs recettes afin de rendre leurs produits plus sains. Les habitudes de consommation ont changé non seulement en raison de l'augmentation des prix, mais aussi grâce aux campagnes d'information menées autour de la taxe. Cela confirme l'intérêt de combiner plusieurs mesures afin d'accroître leur efficacité globale. Les recettes provenant de la taxe sur la malbouffe ont été

affectées à des fins spécifiques. Au cours des quatre premières années, la taxe a généré environ 219 millions de dollars américains pour les dépenses de santé publique. Bien que les aspects environnementaux n'aient pas été au centre de la taxe sur la malbouffe, cette mesure pourrait néanmoins avoir des effets secondaires positifs si elle entraîne une augmentation de la consommation d'aliments ayant une empreinte environnementale ou climatique moindre.

- Le gouvernement kenyan vise à étendre son programme de cantines scolaires à plus de 10 millions d'enfants d'ici 2030. Ce programme met l'accent sur les pratiques agricoles intelligentes face au climat (par exemple, cultures à faibles émissions et résistantes à la sécheresse, cuisson propre) et les programmes d'approvisionnement local.
- En Suède, les directives nationales relatives aux repas scolaires ont encouragé la promotion de repas « éco-intelligents » conformes aux objectifs environnementaux. Le gouvernement offre des conseils pratiques pour réduire les déchets, et les écoles communiquent tous les deux ans leurs données en matière de déchets afin de faciliter le suivi des progrès réalisés.
- En Roumanie, le programme de repas scolaires a distribué du matériel pédagogique contenant des informations sur les habitudes alimentaires saines, l'agriculture, les chaînes d'approvisionnement et les produits locaux, la production biologique, la production durable et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Références

1. Belluz, J. (17 janvier 2018). Le Mexique et la Hongrie ont essayé de taxer la malbouffe, et cela semble fonctionner. *Vox*. Consulté le 7 février 2024, sur https://www.vox.com/2018/1/17/16870014/junk-food-tax.
2. Bezner Kerr, R., Madsen, S., Stüber, M., Liebert, J., Enloe, S., Borghino, N., et al. (2021). L'agroécologie peut-elle améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition ? Une revue. *Global Food Security*, *29*, 100540.
3. Bíró, A. (2015). La taxe sur la malbouffe a-t-elle incité les Hongrois à manger plus sainement ? *Food Policy*, *54*, 107–115.
4. ClimEat (Think & Do Tank for Climate and Food). (Novembre 2024). *Actions révolutionnaires dans le système alimentaire : note d'orientation*. ClimEat. https://climeat.org/wpcontent/uploads/2024/11/GameChangingActionsintheFoodSystem_PolicyBrief.pdf
5. Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) (2024). Recommandations politiques du CSA sur la réduction des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (premier projet). Disponible à l'adresse https://www.fao.org/cfs/workingspace/workstreams/inequalities-workstream/en/.
6. Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. (Juillet 2020). Approches agroécologiques et autres approches innovantes pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables qui renforcent la sécurité alimentaire et la nutrition [Recommandations politiques]. FAO. https://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1920/Agroecology_an_other_innovative/23_July_2020/1CFS_Agroecological_innovative_approaches.pdf
7. Cook, S. (n.d.). Nous devons préserver la biodiversité et promouvoir une alimentation diversifiée. Consulté le 7 février 2024, sur https://www.iied.org/we-need-safeguard-biodiversity-promote-diverse-diets
8. FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. (2023). *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et alimentation saine dans le continuum rural-urbain*. Extrait de https://www.fao.org/3/cc3017en/cc3017en.pdf.

9. FAO. (2015). *Recommandations clés pour améliorer la nutrition grâce à l'agriculture et aux systèmes alimentaires*. Extrait de https://www.fao.org/3/i4922e/i4922e.pdf.
10. FAO. (2017). *Nutrition-sensitive agriculture and food systems in practice Options for intervention*. Extrait de https://www.fao.org/3/i7848en/i7848en.pdf.
11. FAO. (2018). *Renforcer la résilience climatique pour la sécurité alimentaire et la nutrition*. Extrait de https://www.climate-chance.org/en/library/climate-resilience-food-security-nutrition/
12. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2024). Le lien entre changement climatique, biodiversité et nutrition : en bref. FAO. https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/66e19a2a-0fd2-42e6-a403-dad9c560333d/content
13. Alliance mondiale pour l'alimentation. (2021). *Comment transformer les systèmes alimentaires : 7 appels à l'action*. Extrait de https://futureoffood.org/wp-content/uploads/2021/06/GA_C2A_JUN2021.pdf
14. Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition. (2023). Accélérer l'action et ouvrir des opportunités : une intégration plus étroite du climat et de la nutrition (évaluation de référence I-CAN). GAIN. https://www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/Accelerating-Action-and-Opening-Opportunities-A-Closer-Integration-of-Climate-and-Nutrition.pdf
15. Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation. (2020). *Transformation des systèmes alimentaires : promouvoir la santé et le bien-être des êtres humains, de l'environnement et des animaux*. Extrait de https://futureoffood.org/wp-content/uploads/2021/01/Global-Alliance-Health-Narrative-A4-format.pdf
16. Panel mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition. (2020). *Les systèmes alimentaires de demain : pour les populations, notre planète et la prospérité*. Extrait de https://www.glopan.org/wp-content/uploads/2020/09/Foresight-2.0_Future-Food-Systems_For-people-our-planet-and-prosperity.pdf
17. Herrero, M., Hugas, M., Lele, U., Wirakartakusumah, A., & Torero, M. (2023). Vers des modes de consommation sains et durables. Dans *Science and Innovations for Food Systems Transformation* (pp. 59–85). Consulté le 7 février 2024, sur https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-031-15703-5_5
18. HLPE (2023). *Réduire les inégalités pour la sécurité alimentaire et la nutrition*. Rome, CFS HLPE-FSN. Disponible à l'adresse https://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/insights/news-insights/news-detail/reducing-inequalities-for-food-security-and-nutrition/en.
19. ICLEI – Local Governments for Sustainability. (2021). *City Practitioners Handbook: Circular Food Systems*. Extrait de https://circulars.iclei.org/wp-content/uploads/2023/09/ICLEI-Circulars-City-Practitioners-Handbook-Food.p
20. IPBES (2024). Résumé à l'intention des décideurs politiques du rapport d'évaluation thématique sur les interconnexions entre la biodiversité, l'eau, l'alimentation et la santé de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques. McElwee, P. D., Harrison, P. A., van Huysen, T. L., Alonso Roldán, V., Barrios, E., Dasgupta, P., DeClerck, F., Harmáčková, Z. V., Hayman, D. T. S., Herrero, M., Kumar, R., Ley, D., Mangalagiu, D., McFarlane, R. A., Paukert, C., Pengue, W. A., Prist, P. R., Ricketts, T. H., Rounsevell, M. D. A., Saito, O., Selomane, O., Seppelt, R., Singh, P. K., Sitas, N., Smith, P., Vause, J., Molua, E. L., Zambrana-Torrelio, C., et Obura, D. (éd.). Secrétariat de l'IPBES, Bonn, Allemagne. DOI : 10.5281/zenodo.13850289
21. Jacob, M. C. M., Chaves, V. M., & Rocha, C. (2021). Biodiversité vers des systèmes alimentaires durables : quatre arguments. Dans M. C. M. Jacob & U. P. Albuquerque (Eds.), *Plantes alimentaires locales du Brésil* (pp. 3–18). Consulté le 17 janvier 2025, sur https://doi.org/10.1007/978-3-030-69139-4_1.

22. Knez, M., Ranić, M., & Gurinović, M. (2024). Les plantes sous-utilisées augmentent la biodiversité, améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, réduisent la malnutrition et améliorent la santé et le bien-être humains. Remettons-les dans nos assiettes ! *Nutrition Reviews*, *82*(8), 1111–1124.
23. National Geographic. (n.d.). Food Staple. Consulté le 7 février 2024, sur https://education.nationalgeographic.org/resource/food-staple
24. Nutrition. (n.d.). *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*. Consulté le 7 février 2024, à l'adresse https://www.fao.org/nutrition/policies-programmes/e-learning/en/
25. NYC Health. (n.d.). Whole Foods. Consulté le 7 février 2024, sur https://www.nyc.gov/site/doh/health/health-topics/whole-foods.page
26. OCDE. (2019). *Outils et éthique pour les connaissances comportementales appliquées : la boîte à outils BASIC*. Consulté le 7 février 2024, à l'adresse https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/tools-and-ethics-for-applied-behavioural-insights-the-basic-toolkit-9ea76a8f-en.htm
27. Nos principes. (n.d.). *Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation*. Consulté le 7 février 2024, sur https://futureoffood.org/our-approach/principles/.
28. Reisch, L. A. (2021). Façonner des systèmes alimentaires sains et durables grâce à une politique alimentaire comportementale. *European Review of Agricultural Economics*, *48*(4), 665–693.
29. Reisch, L. A. (2021). Façonner des systèmes alimentaires sains et durables grâce à une politique alimentaire comportementale. *European Review of Agricultural Economics*, *48*(4), 665–693.
30. Springmann, M., Clark, M., Mason-D'Croz, D., Wiebe, K., Bodirsky, B. L., Lassaletta, L., et al. (2018). Options pour maintenir le système alimentaire dans les limites environnementales. *Nature*, *562*(7728), 519–525.
31. Fondation Robert Wood Johnson et The Food Trust. (2011). *Exploiter le pouvoir des supermarchés pour aider à inverser la tendance à l'obésité infantile*. Extrait de https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/foodtrust/pages/387/attachments/original/1551117365/harnessingthepowerofsupermarkets.original_0.pdf?1551117365
32. Boîte à outils sur l'agriculture et les systèmes alimentaires sensibles à la nutrition. (n.d.). *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*. Consulté le 7 février 2024, à l'adresse https://www.fao.org/nutrition/policies-programmes/toolkit/en/
33. UN-Nutrition. (2023). *Nutrition et environnement − Nourrir les populations, protéger la planète*. Extrait de https://www.fao.org/3/cc5757en/cc5757en.pdf.
34. OMS. (2022). *Guide sur l'intégration de la biodiversité dans la nutrition et la santé* (1re éd.).
35. WWF. (2022). *Résoudre le grand casse-tête alimentaire : 20 leviers pour intensifier l'action nationale*. Extrait de https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/solving_the_great_food_puzzle_wwf_2022.pdf